



Procès - verbal du Conseil Municipal N°4 du 3 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 3 juin, à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Montbrun-Lauragais, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Laurent Braak, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux : 13

Date de convocation : 30/05/2022

Présents : APPY Carole, BERNADBEROY Marc, BIGEONNEAU Didier, BRAAK Laurent, BREFORT André, BRUNET Pierre, DO ESPIRITO SANTO Nathalie,

Pouvoirs : PEGORAROTTO David à BRUNET Pierre,
DUBORPER Sabrina à DO ESPIRITO SANTO Nathalie,
LEON Olivier à BREFORT André,
FERRIE Nathalie à BREFORT André,
RUMEAU Frédérique à BRAAK Laurent.

Absent : BAQUIE Frédéric

Ordre du jour

Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 8 avril 2022	1
2022/17 Temps de travail – Cycles annualisés.....	2
2022/18 Attribution de compensation du Sicoval pour 2022	5
2022-19 Diminution du nombre d'adjoints	6
2022-20 Remboursement de frais pour l'école.....	7
2022-21 Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme	7
Actualités du Sicoval	8
Information sur les décisions déléguées au maire	9
Questions Diverses	9

Après constatation du quorum, le Maire ouvre la séance.

M Marc Bernadberoy a été élu secrétaire de séance.

Le Maire indique que le conseiller Aurélien Cazottes, second adjoint, a adressé sa démission du Conseil pour raisons personnelles, et que celle-ci a été acceptée par la préfecture, et actée au 16 mai 2022. Le Conseil Municipal compte désormais 13 membres. Il remercie Aurélien Cazottes pour son engagement passé dans le Conseil.

En accord avec le Conseil, le Maire indique qu'il n'y a pas de modification à l'ordre du jour.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL 2022.

Le procès-verbal du conseil municipal du 8 avril 2022 est approuvé à l'unanimité.

2022/17 TEMPS DE TRAVAIL – CYCLES ANNUALISES

Délibération

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées,
Vu la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115 ;
Vu la loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, et notamment son article 47 ;
Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;
Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,
Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 22/04/2022 ;

Considérant ce qui suit :

Rappel du contexte

Depuis la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire de temps de travail est fixée à 35 heures par semaine, et la durée annuelle est de 1607 heures.

Cependant les collectivités territoriales bénéficiaient, en application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, de la possibilité de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001.

La loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a remis en cause cette possibilité.

En effet, l'article 47 de ladite loi pose le principe de la suppression des régimes de temps de travail plus favorables, et l'obligation, à compter du 1^{er} janvier 2022, de respecter la règle des 1607 heures annuelles de travail.

En ce sens, en 2017, la circulaire NOR : RDFF1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique rappelait qu'il est « de la responsabilité des employeurs publics de veiller au respect des obligations annuelles de travail de leurs agents ».

Ainsi tous les jours de repos octroyés en dehors du cadre légal et réglementaire qui diminuent la durée légale de temps de travail en deçà des 1607 heures doivent être supprimés.

Rappel du cadre légal et réglementaire

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, « les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail applicables aux agents des collectivités

territoriales et des établissements publics en relevant sont déterminées dans les conditions prévues par le décret du 25 août 2000 » relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, par délibération après avis du comité technique.

Par conséquent, pour un agent à temps complet :

- la durée hebdomadaire de temps de travail effectif est fixée à 35 heures ;
- la durée annuelle de temps de travail effectif est de 1 607 heures, heures supplémentaires non comprises.

Le décompte des 1 607 heures s'établit comme suit :

Nombre de jours de l'année		365 jours
Nombre de jours non travaillés :		
- Repos hebdomadaire :	104 jours (52x2)	
- Congés annuels :	25 jours (5x5)	
- Jours fériés :	8 jours (forfait)	
- Total	137 jours	
Nombre de jours travaillés		(365-137) = 228 jours travaillés
Calcul de la durée annuelle		
2 méthodes :		
soit (228 jours x 7 h) = 1596 h arrondi légalement à		1600 h
ou		
soit (228 jours/5 jours x 35h) = 1596 h arrondi légalement à		1600 h
+ Journée de solidarité		7 h
TOTAL de la durée annuelle		1607 h

Par ailleurs, les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- la durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) ;
- la durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- l'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Il est possible de prévoir un ou plusieurs cycles de travail, afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service, et de rendre ainsi un meilleur service à l'usager.

En outre, conformément à l'article 6 de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, une journée de solidarité est instituée en vue d'assurer le financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées.

Elle prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée pour les agents (fonctionnaires et agents contractuels).

Cette journée de solidarité est incluse dans la durée légale annuelle de temps de travail, qui est de 1607 heures pour un agent à temps complet.

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service.

Dans la fonction publique territoriale, cette journée est fixée par délibération, après avis du comité technique.

L'assemblée est amenée à se prononcer sur les nouvelles modalités d'application de ce dispositif au niveau de la collectivité.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : La suppression de tous les jours de congés non prévus par le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la durée légale du temps de travail qui est fixée à 1607 heures, dans les conditions rappelées ci-avant.

Article 2 : Dans le respect de la durée légale de temps de travail, le(s) service(s) suivant(s) sont/est soumis au(x) cycle(s) de travail suivant :

Liste les services concernés et le cycle de travail correspondant :

Service administratif :

- cycle hebdomadaire : 35h par semaine sur 4,5 jours ;
- cycle hebdomadaire : 21h par semaine sur 4 jours ;
- cycle hebdomadaire : 20h par semaine sur 4 jours ;
- Bornes journalières (lundi au vendredi): 8h30 – 18h30
- Pause médiane entre 45 min et 2h

Service technique :

- cycle hebdomadaire : 35h par semaine sur 4,5 jours ;
- cycle hebdomadaire : 34h par semaine sur 4,5 jours ;
- Bornes journalières (lundi au vendredi): 7h30 – 18h30
- Samedi matin (exceptionnellement) : 8h30 - 12h30
- Pause médiane entre 45 min et 2h

Service petite enfance :

cycle de travail avec temps de travail annualisé

- Animateur 1 : 21 h par semaine de travail (36 semaines) + reliquats heures – contrat 19h
- ATSEM 1 : 41,5 h par semaine de travail (36 semaines) + reliquats heures – contrat 35h
- ATSEM 2 : 41,5 h par semaine de travail (36 semaines) + reliquats heures – contrat 35h
- ATSEM 3 : 38.3 h par semaine de travail (36 semaines) + reliquats heures – contrat 30.5h
- Pause journalière 15 min (à effectuer à un moment opportun)
- Cantinière : 24 h par semaine de travail (36 semaines) + reliquats heures – contrat 19h
- Pause journalière 20 min (pour 6h consécutives)
- Bornes journalières (lundi au vendredi) : 7h30 – 18h30
- Pause médiane 1h
- Samedi matin (exceptionnellement) : 8h30 – 12h30

Dans chaque service et pour chaque poste des « Fiches de poste » détaillées (contenu et horaires) sont fournies aux agents.

Article 3 : La fixation des horaires de travail des agents relève de la compétence du Maire, dans le respect des cycles définis par la présente délibération.

Pour les agents non annualisés :

Article 4 : d'instituer la journée de solidarité selon le dispositif suivant :

- le travail de sept heures précédemment non travaillées à l'exclusion des jours de congés annuels, de la façon suivante, à savoir : fractionné au prorata des horaires hebdomadaires pour chaque agent non annualisé.

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail supplémentaire est proratisée en fonction de leurs obligations hebdomadaires de service.

Sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité technique compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année.

Pour les agents dont le cycle de travail est annualisé :

Article 5 : Un planning à l'année sera remis à l'agent, qui distinguera les temps travaillés, les temps de repos compensateurs et les congés annuels. En effet, en cas de maladie, seuls les congés annuels sont reportés de plein droit.

Un décompte du relevé d'heures effectués par l'agent lui sera remis (trimestriellement, ou à chaque fois que nécessaire) afin d'assurer un suivi précis des heures.

Article 6 : La délibération devant entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2022, elle sera applicable dès la transmission en préfecture, soit le 07 juin 2022. Les délibérations antérieures relatives aux cycles de travail sont abrogées à compter de cette entrée en vigueur.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus. Au registre sont les signatures.

Nombre de suffrages exprimés : 12

Pour : 12

Contre : 0

Abstentions : 0

Discussion

Ce point n'a pas fait l'objet de débat au sein du Conseil.

Un groupe de travail comprenant Mme Carole Appy, Mme Nathalie Do Espirito Santo, Mr Laurent Braak, Mme Katell Comte a été constitué pour préparer les décisions du Conseil relatives aux ressources humaines.

2022/18 ATTRIBUTION DE COMPENSATION DU SICOVAL POUR 2022

Délibération

Monsieur le Maire, présente le principe et la justification du montant des attributions de compensation entre la commune et le Sicoval, et la nécessité de délibérer pour valider le montant des attributions de compensation dû par la commune au Sicoval au titre de l'année 2022.

Le produit de la fiscalité perçu par le Sicoval est partiellement reversé aux communes sous forme d'attribution de compensation (AC) pour tenir compte des charges et produits rattachés aux compétences transférées. Le SICOVAL a délibéré le 4 avril 2022 pour voter le montant de l'attribution de compensation pour 2022 (délibération S202204015).

Il convient désormais à chaque conseil municipal de se prononcer.

Le reversement de l'AC s'effectue par douzième dès le mois de janvier et nécessite une délibération du Conseil de Communauté autorisant le Trésorier à réaliser ces opérations.

Le montant des recettes d'AC au titre de l'année 2022 correspondent aux montants d'AC de 2011, d'un montant de 21 052 € desquelles sont retranchés :

- la régularisation des participations des communes du SIVOS, à la charge des communes membres, pour un montant de 3 428 € ;
- le montant des travaux en voirie, investissement et fonctionnement pour 2022, qui s'élève à 24 606 € ;
- la retenue relative au service commun d'autorisation du droit des sols en 2021, d'un montant de 6 100 € ;
- une retenue prévisionnelle pour les eaux pluviales, qui s'élève à 4 093 €.

Le récapitulatif des attributions de compensation 2022 s'élève à un montant total de 17 175 €, dû par

la commune au Sicoval.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal approuve ces montants tels qu'ils apparaissent dans les documents justificatifs envoyés par le Sicoval à la mairie et autorise le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus. Au registre sont les signatures.

Nombre de suffrages exprimés : 12

Pour : 12

Contre : 0

Abstentions : 0

Discussion

Bien que l'enveloppe des travaux voirie n'ait pas été modifiée par rapport à l'enveloppe 2021, on observe toutefois une augmentation importante de la retenue sur ces travaux, de l'ordre de 10 000 €. Cette augmentation s'explique de la manière suivante. Chaque année, le Sicoval reverse un trop perçu éventuel sur la période précédente entre les dépenses programmées et les travaux réellement faits.

En 2021, le solde à reverser s'appliquait sur la deuxième moitié de la période 2016-2018, pour un montant total de 28 960 €. La régularisation prise en compte dans la retenue correspond à la moitié de cette somme soit 14 480 €.

En 2022, le solde à reverser s'appliquait sur le premier tiers de la période 2019-2020, pour un montant total de 12 463 €. La régularisation prise en compte dans la retenue correspond au tiers de cette somme soit 4 153 €.

Les autres postes n'ont pas enregistré de modification significative par rapport à l'exercice 2021.

2022-19 DIMINUTION DU NOMBRE D'ADJOINTS

Délibération

M. le Maire rappelle que, pour des raisons personnelles de disponibilité, M. Aurélien Cazottes a décidé de démissionner de son poste d'adjoint au maire qui avait fait l'objet de la délibération n°2020-30 du 28 août 2020, et de son mandat de conseiller municipal.

Cette démission a été acceptée par Monsieur le Préfet le 16 mai 2022.

Il prend acte de cette décision et remercie M. Cazottes pour son engagement passé au sein du Conseil Municipal.

M. le Maire propose de réduire à deux le nombre d'adjoints, dans l'attente d'une éventuelle réorganisation du Conseil.

M. Didier Bigeonneau devient de fait second adjoint au maire.

Après concertation, le Conseil Municipal approuve cette décision et autorise M. le Maire à procéder à toutes les démarches afférentes.

Cette délibération annule et remplace la délibération n°2020-49 du 13 novembre 2020 qui avait fixé à trois le nombre d'adjoints.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus. Au registre sont les signatures.

Nombre de suffrages exprimés : 12

Pour : 12

Contre : 0

Abstentions : 0

Discussion

Le Conseil considère qu'en l'état actuel, la réduction du nombre d'adjoints est la décision la plus appropriée. Si la situation évoluait, le Conseil reconsidérerait la question.

2022-20 REMBOURSEMENT DE FRAIS POUR L'ECOLE

Délibération

Mme Katell Comte expose au Conseil Municipal qu'il est nécessaire de prévoir un remboursement exceptionnel des dépenses engagées par M. Didier Bignonneau sur ses fonds propres pour le remplacement des boîtiers d'issue de secours à l'école. Ces dépenses ont été engagées directement en ligne par M. Bignonneau pour diminuer les coûts d'achat.

Le montant total engagé est de 455,15 € T.T.C. correspondant à 12 boîtiers.

M. Didier Bignonneau ne prend pas part au vote.

Après délibération, le Conseil Municipal accepte d'effectuer ce remboursement.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus. Au registre sont les signatures.

Nombre de suffrages exprimés : 11

Pour : 11

Contre : 0

Abstentions : 0

M Bignonneau n'a pas pris part au vote

Discussion

Ce point n'a pas fait l'objet de débat au sein du Conseil.

2022-21 MODIFICATION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Délibération

M. le Maire de Montbrun-Lauragais présente les raisons pour lesquelles une modification simplifiée du plan local d'urbanisme (P.L.U.) est rendu nécessaire et les objectifs qui seront poursuivis :

- modifier le règlement graphique pour intégrer une injonction du Tribunal Administratif, en date du 21 mars 2022, afin de corriger une erreur matérielle dans le règlement graphique, sur l'identification d'un bâtiment pouvant changer de destination au titre de l'article L151-11 du Code de l'Urbanisme, sur la parcelle C086, afin de bien identifier le hangar (et non l'habitation) comme bâtiment pouvant changer de destination (conformément à la liste P203 du Rapport de présentation) ;
- modifier certaines dispositions du règlement de la zone UC (et notamment diminuer la distance des constructions aux zones A et N de 10 mètres à 5 mètres) ;
- modifier certaines dispositions des Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.) (organisation spatiale au sein de l'OAP et phasage) ;
- modifier certaines dispositions générales ;
- ajout d'un Espace Boisé Classé (E.B.C.).

Vu le code de l'urbanisme et notamment les **articles L153-31,**

Vu le code de l'urbanisme et notamment les **articles L153-36 à L153-48,**

Vu le **Plan Local d'Urbanisme de Montbrun-Lauragais** approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 octobre 2019.

Considérant que cette évolution relève d'une procédure de modification car elle ne relève pas d'une procédure de révision puisqu'elle n'a pas pour effet (article L153-31 du code de l'urbanisme) :

- de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;
- de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

Considérant que cette évolution relève d'une procédure de modification simplifiée puisqu'elle n'a pas pour effet (article L153-45 du code de l'urbanisme) :

- de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- de diminuer ces possibilités de construire ;
- de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- d'appliquer l'article L 131-9 du code de l'urbanisme ;

M. Marc Bernadberoy ne participe pas au vote.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

1. d'autoriser le Maire ou son représentant à prescrire, par le biais d'un arrêté, la modification simplifiée du P.L.U. selon les motifs exposés précédemment ;
2. d'autoriser le maire à signer la convention de prestation de service pour la modification simplifiée du P.L.U. entre la commune et le Sicoval ;
3. d'autoriser le Maire à signer toute affaire liée à la modification simplifiée du P.L.U. de la commune.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus. Au registre sont les signatures.

Nombre de suffrages exprimés : 11

Pour : 10

Contre : 0

Abstentions : 1

M Marc Bernadberoy n'a pas participé au vote. Mme Carole Appy s'est abstenue.

Discussion

Certains points de clarification du contenu de la révision simplifiée ont été discutés en séance. En particulier, il est prévu de diminuer à 50 % d'achèvement du premier lotissement engagé le seuil de démarrage pour le second lotissement.

ACTUALITES DU SICOVAL

Le Sicoval a engagé une étude sur la mutualisation de produits / services sur les systèmes

d'information dans laquelle la mairie est partie prenante. Une réunion de diagnostic avec les services du Sicoval est prévue le 10 juin. La mairie est aussi candidate auprès du Sicoval pour une expérimentation sur la création du site/ ou refonte du site actuel.

INFORMATION SUR LES DECISIONS DELEGUEES AU MAIRE

La DIA sur les terrains du lotissement de la plaine de Picard a été reçue le 24 mai (Parcelles B 263 pour 3567 m², B 304 pour 380m², B 302 68 m², B 298 9379 m²) coût de 430 955 € pour 13394 m², soit au prix de 32.14 € / m²

La date au plus tard pour la préemption est le 23 juillet.

QUESTIONS DIVERSES

Fonctionnement du Conseil

Ce point n'a pas été discuté en séance. La mise à jour d'un document d'organisation est en cours de rédaction.

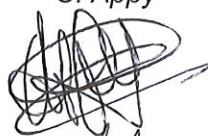
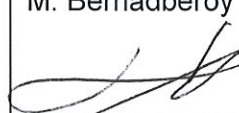
Elections

M le Maire informe le Conseil que le tableau de présence pour le premier tour des élections législatives du 12 juin est complet. Il demande aux conseillers de renseigner le tableau pour le second tour prévue le 19 Juin.

Prochain conseil

Un nouveau conseil devra se tenir en juillet avant les départs en congés. La date n'a pas été arrêtée en séance.

Clôture de la séance à 20h30.

L. Braak Maire 	D. Pegorotto 1 ^{er} Adjoint Pouvoir à P. Brunet	D. Bignonneau 2 ^{ème} Adjoint 	C. Appy 	F. Baquié Absent
M. Bernadberoy 	A. Bréfort 	P. Brunet 	N. Do/Espirito Santo 	S. Duborper Pouvoir à N. Do Espirito Santo
N. Ferrié Pouvoir à A. Bréfort	O. Léon Pouvoir à A. Bréfort	F. Rumeau Pouvoir à L. Braak		

